

EXTINCTION DU PAUPÉRISME
DE
LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.
UN NOUVEAU REGARD

par

Jean Sagnes *

À la fin du mois de mai 1844, ou au tout début de juin, paraît à Paris un ouvrage de 63 pages de format in-32 intitulé *Extinction du paupérisme*. L'auteur en est Napoléon-Louis Bonaparte qui purge au fort de Ham, depuis octobre 1840, une peine de « détention perpétuelle sur le sol national », que lui a infligée la Chambre des pairs pour avoir tenté de soulever la garnison de Boulogne-sur-Mer contre le gouvernement de Louis-Philippe. C'est sous la signature de Napoléon-Louis que l'ouvrage est édité et non sous celle de Louis-Napoléon car, de 1831 à 1848, Louis-Napoléon a pris les prénoms de son frère aîné mort en 1831. L'éditeur de la brochure est Pagnerre, républicain qui a déjà publié quelques années auparavant l'*Histoire populaire de la Révolution française de 1789 à 1830* du communiste « utopique » Étienne Cabet. En 1848, Pagnerre deviendra, au lendemain de la révolution de 1848, le secrétaire général du Gouvernement provisoire. L'imprimeur de l'ouvrage est Degeorge, à Arras, ancien membre de la Charbonnerie, également républicain notoire et, en 1848, futur député à l'Assemblée constituante où il siègera à la Montagne. Degeorge avait d'ailleurs publié quelques semaines plus tôt une série d'articles de Louis-Napoléon d'où est sorti l'ouvrage, ce qui explique l'aspect quelque peu décousu de celui-ci. Le choix de l'éditeur et de l'imprimeur place donc l'auteur de l'ouvrage nettement à la gauche de l'échiquier politique.

La question du paupérisme

Extinction du paupérisme, le titre est étrange. Son auteur en convient lui-même dès la deuxième phrase de son avant-propos : « On trouvera peut-être... que les mots « extinction du paupérisme » ne se rapportent pas directement à un écrit qui a pour unique but le bien-être de la classe ouvrière. » Louis-Napoléon justifie aussitôt son titre. Ce qu'il veut faire, explique-t-il, c'est supprimer le paupérisme, cette pauvreté nouvelle ayant fait son apparition comme une conséquence paradoxale de la révolution industrielle qui annonce pourtant une période d'abondance. Le paupérisme c'est la misère physique et morale qui touche les quartiers ouvriers des villes industrielles : travail long et pénible, bas salaires, logements insalubres, nourriture pauvre, enfants malades, chômage, accidents, alcoolisme, prostitution, délinquance voire criminalité. Contre cette nouvelle pauvreté, la charité traditionnelle ou même l'assistance sont inopérantes. C'est pourquoi des notables philanthropes proposent de

nouvelles solutions. Ils se nomment : Gérando, Bigot de Morogues, Villeneuve-Bargemont, Frégier, Buret, Villermé, Honoré V prince de Monaco ou encore Tocqueville. Parmi les solutions imaginées pour réduire le paupérisme, revient avec insistance la création de colonies agricoles pour décongestionner les villes mais aussi le développement des sociétés de secours mutuels voire des coopératives.

Autour de 1830, ces philanthropes sont relayés par les premiers socialistes, owénistes en Angleterre et saint-simoniens en France. C'est d'ailleurs pour les désigner que les mots « socialisme » et « socialistes » apparaissent en 1827 en Angleterre et en 1831 en France. Être socialiste alors, c'est considérer que la question sociale du moment c'est la question ouvrière. C'est reconnaître, qu'il existe une exception ouvrière et qu'il faut répondre à cette situation exceptionnelle par des mesures particulières pouvant aller jusqu'à des mesures de discrimination positive comme on dirait aujourd'hui. On comprend donc pourquoi Louis-Napoléon a lié, dès les premiers mots de son ouvrage, la question du paupérisme à celle du « bien-être de la classe ouvrière. » Ce faisant, il prend place dans la longue cohorte des socialistes des années 1840.

Né en 1808, Louis-Napoléon Bonaparte a alors 36 ans. Fils de Louis Bonaparte, roi de Hollande et d'Hortense de Beauharnais, il est non seulement le neveu de l'empereur Napoléon 1^{er} mais aussi, comme son frère aîné, fils adoptif de Napoléon. À Arenenberg, en Suisse allemande, où la famille s'installe à partir de 1817, sa mère, la reine Hortense, l'élève dans le culte de Napoléon. C'est aussi elle qui lui donne pour précepteur Philippe Le Bas, fils du Conventionnel ami de Robespierre, lequel l'éduque dans l'admiration de la Révolution française. En 1831, en Italie, il participe au soulèvement révolutionnaire contre l'empire d'Autriche et contre le pouvoir temporel du pape. À son retour en Suisse, Arenenberg devient le lieu de rendez-vous de tout ce que l'Europe compte de révolutionnaires européens souvent liés à la Charbonnerie. Tout ceci débouche en 1836 sur la tentative manquée du soulèvement de la garnison de Strasbourg. Cet échec ne lui vaut pourtant, de la part du gouvernement de Louis-Philippe, qu'un embarquement forcé pour les États-Unis.

Depuis 1832, le jeune homme a commencé à faire paraître divers ouvrages : *Réveries politiques* dans lequel il écrit que le meilleur gouvernement doit être basé sur le suffrage universel ; un an plus tard, en 1833, dans *Considérations politiques et militaires sur la Suisse*, il affirme que le but de tout pouvoir politique est de « soulager les plus pauvres » En 1839, dans *Des idées napoléoniennes*, il revient sur ce point, essentiel à ses yeux : le but de tout gouvernement est « le bonheur du peuple » et il précise qu'il s'agit « des classes pauvres. » Avec *Extinction du paupérisme*, il franchit le pas qui fait de lui un socialiste en passant des « classes pauvres » à « la classe ouvrière » rejoignant ainsi Saint-Simon qui affirmait depuis 1821 que le meilleur gouvernement était celui qui était en faveur « de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre » c'est-à-dire la classe des ouvriers.

Au fort de Ham, c'est le saint-simonien Narcisse Vieillard, l'ancien précepteur du frère aîné de Louis-Napoléon qui l'engage à approfondir les questions économiques et sociales. Louis-Napoléon lit alors les économistes Adam Smith, Jean-Baptiste Say ; les philanthropes, de Gérando à Buret et à Villermé ; les socialistes Saint-Simon, Fourier, Flora Tristan et Louis Blanc qu'il reçoit dans sa prison.

Une inspiration saint-simonienne

On présente souvent *Extinction du paupérisme*, en général parce qu'on ne l'a pas lu, comme un écrit sans caractère particulier et de peu d'importance. En réalité, cet écrit s'insère parfaitement dans l'ensemble de la littérature socialiste de l'époque. Il contient un certain nombre de formules-chocs qui seront largement diffusées dans les milieux ouvriers

notamment en 1848 et il a inspiré dans la lettre et dans l'esprit la politique économique et sociale du futur empereur.

Louis-Napoléon y expose tout d'abord les raisons qui l'ont convaincu d'intervenir en faveur de la « classe ouvrière. » Il trace un tableau sans complaisance de la situation économique et sociale de la France. Pour lui, le morcellement des propriétés dû à la Révolution française qui a supprimé le droit d'aînesse « tend à la ruine de l'agriculture. » Mais, pour des raisons politiques, il ne saurait être question de remettre en usage le droit d'aînesse. C'est cependant l'industrie qui requiert surtout son attention. Il décrit l'exode rural, l'entassement de la population dans les villes, l'exploitation des ouvriers, le chômage. Comme l'industrie rétribue mal le travail, le pouvoir d'achat des masses ne peut absorber la production. C'est pourquoi les pays industriels n'hésitent pas à s'ouvrir de nouveaux marchés à coups de canon comme en Chine par exemple en 1840.

À la suite de Jean-Baptiste Say, Louis-Napoléon estime qu'il est préférable de développer le marché intérieur pour satisfaire les milieux les plus pauvres. Dans ce domaine, l'État a un rôle à jouer, celui de « créer de nouveaux éléments de production » et de « détruire la misère en activant et organisant le travail. » Cette double affirmation s'oppose radicalement à la conception libérale de l'époque à la fois concernant le rôle de l'État, dans l'appareil productif, et sur ce point Louis-Napoléon annonce Keynes, ainsi que dans les rapports du travail. De même, Louis-Napoléon s'oppose à une idée très répandue alors selon laquelle le paupérisme est le résultat exclusif du « vice » de ses victimes c'est-à-dire de leur paresse et de leur imprévoyance. Au contraire, il pense que si l'on répand l'aisance, l'instruction et la morale, on extirpera en grande partie le paupérisme.

Devant une telle situation, la compassion et « la voix de l'humanité » commandent d'intervenir et il l'affirme : « Qu'on rende enfin justice à la classe ouvrière ! » et à sa partie la plus touchée par la misère à savoir ce « prolétariat en haillons », ce *lumpenproletariat* sur lequel Hegel s'était déjà penché. On doit souligner cette sollicitude car, quelques années plus tard, Marx et Engels affirmeront que ce *lumpenproletariat* ne fait pas partie du prolétariat. Au contraire, c'est d'abord pour cette partie du prolétariat, parce qu'il s'agit de la plus paupérisée, que Louis-Napoléon entend proposer des solutions. Une autre raison, selon lui, commande l'intervention de l'État, celle de l'ordre public car la pauvreté est « séditeuse » mais, ajoute-t-il, « la pauvreté ne sera plus séditeuse lorsque l'opulence ne sera plus oppressive » ce qui est rendre responsable les plus riches de l'agressivité des plus pauvres, ce qui est à nouveau une pierre jetée dans le jardin des libéraux ! Ce souci de l'ordre public, loin d'être la manifestation d'un état d'esprit conservateur, se retrouve pratiquement chez tous les réformateurs socialistes ou communistes de l'époque, de Fourier à Cabet en passant par Victor Considérant ou Louis Blanc. Enfin, cette intervention dans l'organisation de la société répond aussi au « bien du pays » car actuellement l'essentiel de l'activité de la France se concentre à Paris. C'est pourquoi il est urgent de reporter « la vie vers les extrémités en faisant agir 86 nouvelles individualités », allusion très claire aux départements et donc plaidoyer implicite pour une véritable décentralisation avec plus d'un siècle d'avance sur le fameux ouvrage de Jean-François Gravier : *Paris et le désert français* (1958) !

Mais s'il est nécessaire d'agir en faveur des ouvriers, encore faut-il le faire à bon escient. Il ne peut être question d'ôter à l'industrie sa liberté. Il n'est pas question également d'ouvrir par la force les marchés étrangers ou de regrouper les pauvres de façon autoritaire comme les Anglais le font dans leurs *workhouses*, ou encore de demander à ceux qui n'ont rien d'épargner, pas plus que de se lancer dans des solutions utopiques, allusion à peine voilée aux solutions révolutionnaires.

Après ce constat sans complaisance, Louis-Napoléon propose sa solution. Celle-ci consiste à faire acquérir par l'État des millions d'hectares de terres incultes et de les remettre à une association ouvrière nationale qui dirigerait des colonies agricoles, composée de

chômeurs des villes. On retrouve dans ces propositions l'influence de Saint-Simon, de Fourier et surtout de Louis Blanc. On a dit quelquefois qu'il s'agissait là d'une conception passéiste de retour à la terre. Notons que l'on trouve cette conception pratiquement chez tous les socialistes et communistes de cette époque que ce soit Owen, Saint-simon, Enfantin, Cabet, Buchez et bientôt Marx et Engels eux-mêmes. Louis-Napoléon détaille ensuite le fonctionnement de ces colonies. Celles-ci seront encadrées par des délégués ouvriers élus (dénommés prud'hommes) et régies par une discipline militaire. Là encore, l'organisation militaire se retrouve chez les mêmes, y compris Marx, et quelques autres comme Dézamy ou Michel Chevalier. Cette prise de position s'explique par le fait que la première colonie socialiste créée en Amérique par Owen s'était disloquée du fait de l'indiscipline de ses membres. À l'efficacité économique s'ajoute aussi le souci de l'hygiène et de la santé. Mais il y a autre chose car Louis-Napoléon ajoute : « Les masses sans organisation ne sont rien ; disciplinées, elles sont tout ! » Il n'est pas difficile de décrypter la signification de cette assertion lorsque l'on sait que Louis-Napoléon, comme beaucoup d'autres, a été impressionné par le rôle des ouvriers parisiens lors de la révolution de 1830. Il est probable qu'il a pensé dès ce moment pouvoir s'appuyer sur cette force populaire pour accéder au pouvoir.

Dans ces colonies agricoles, les familles seront d'abord logées dans des baraques puis dans des bâtiments élevés « d'après un plan mûrement médité ! » Là encore, il y a des analogies à remarquer par exemple avec la cité idéale de Nicolas Ledoux à Arc-et-Senans au XVIIIème siècle ou encore au XXème siècle avec la cité idéale de Le Corbusier.

Ces colonies offriront du travail, du pain, de l'instruction mais aussi de la religion. Louis-Napoléon voit dans la religion catholique, comme son oncle l'empereur, un élément moralisateur et donc un facteur de stabilisation sociale.

Ce qu'il y a certainement de plus fort dans ce texte, et qui fera beaucoup pour son succès dans les milieux populaires, c'est la façon dont Louis-Napoléon parle de la « classe ouvrière », expression qui n'était pas alors aussi connoté politiquement dans un sens révolutionnaire qu'elle l'est aujourd'hui. Louis-Napoléon parle des ouvriers comme d'un ensemble homogène qui a, dit-il en employant un vocabulaire messianique, « des droits et un avenir ! » Dans son texte, il a même des accents d'indignation lorsqu'il évoque le sort fait à la « classe ouvrière ». Celle-ci, s'écrie-t-il, « est comme un peuple d'Ilôtes au milieu d'un peuple de Sybarites ! », phrase révélatrice à plus d'un titre. D'une part, parce qu'elle s'inspire directement de Saint-Simon qui n'opposait pas les ouvriers à leurs patrons (les uns et les autres constituant pour Saint-Simon les industriels), comme le feront après lui Buchez puis Marx et Engels, mais qui opposait les industriels (ici les industriels ouvriers dénommés Ilôtes, esclaves de Sparte) aux oisifs (ici les Sybarites). Une telle phrase exclut donc Louis-Napoléon de la catégorie des réformateurs socialistes révolutionnaires. Mais cela ne signifie pas que la « classe ouvrière » n'a pas un avenir. Au contraire, il faut « la relever à ses propres yeux par l'association, l'éducation, la discipline ! » Cette fois, pourtant, le propos est nettement revendicatif et il s'oppose encore au libéralisme, plus exactement à cette charte du libéralisme qu'était la fameuse loi Le Chapelier de juin 1791 qui interdisait toutes les associations et notamment les associations ouvrières. Or l'association, comme l'a dit Georges Duveau, « est la grande pensée ouvrière des années quarante » et ce sont les amis de Buchez, regroupés autour du journal *L'Atelier*, qui la réclament avec force.

Autre proposition de Louis-Napoléon : l'État doit intervenir dans les rapports entre capital et travail car, ajoute-t-il, les salaires sont aujourd'hui fixés par le hasard ou la violence. Il faut, au contraire « un juste équilibre entre les besoins de ceux qui travaillent et les nécessités de ceux qui font travailler. » Cette notion de « salaire juste », centrale dans la doctrine sociale de l'Église et qui trouve sa source dans l'évangile de Matthieu, est incontestablement un concept qui rapproche Louis-Napoléon du christianisme social tel qu'il

sera notamment exposé par Léon XIII à travers l'encyclique *Rerum Novarum*. En même temps cette notion l'éloigne une fois de plus du libéralisme.

Enfin, Louis-Napoléon souhaite donner à la classe ouvrière un « avenir » et « la relever à ses propres yeux. » De quoi s'agit-il ? On est alors dans les années 1840 où, a écrit Maxime Leroy, « un socialisme chrétien diffus porte certains écrivains à ériger le peuple lui-même en messie ! » D'une certaine façon, le marxisme participera de cette conception avec cette différence qu'il prônera la révolution alors que Louis-Napoléon comme la plupart des réformateurs socialistes ou communistes de cette époque récuse la voie révolutionnaire. Tocqueville qui a côtoyé Louis-Napoléon, lorsque celui-ci était président de la République, a dit qu'il y avait chez lui « une sorte d'adoration abstraite pour le peuple ! »

Un bonapartisme populaire

Après s'être prononcé en 1832 pour le suffrage universel, ce qu'il convient d'interpréter, à une époque de suffrage censitaire, comme le droit de suffrage élargi aux plus pauvres, Louis-Napoléon, avec *Extinction du paupérisme*, réclame pour les ouvriers le droit au travail et le droit d'association dans la perspective d'un socialisme saint-simonien non révolutionnaire car il ne s'agit pas de mettre la « classe ouvrière » au pouvoir. Même si, comme il le dit lui-même, son écrit n'est pas autre chose que « la résultante de toutes les idées, de tous les vœux émis par les économistes les plus compétents depuis un demi-siècle », il n'empêche : l'aspect novateur d'*Extinction du paupérisme* est évident. Avec *Extinction du paupérisme*, Louis-Napoléon renoue les fils d'une histoire, interrompue en juin 1815, entre le bonapartisme et le peuple travailleur, ce peuple qui, après Waterloo, venant battre les murs de l'Élysée, était prêt à marcher derrière Napoléon en qui il voyait plus que jamais l'homme de la Révolution. Cinquante ans après *Le Souper de Beaucaire* dans lequel le jeune officier Napoléon Bonaparte affirmait ses convictions montagnardes, son neveu se plaçait, avec *Extinction du paupérisme*, dans la même lignée du bonapartisme démocratique.

Avec *Extinction du paupérisme*, il y avait donc un texte propre à séduire les classes populaires mais encore fallait-il qu'il soit bien diffusé. C'est à cette tâche que s'attellent les proches du captif de Ham, l'ex-lieutenant Laity s'occupant des milieux bonapartistes, Vieillard des républicains. Louis-Napoléon lui-même envoie un certain nombre d'exemplaires, souvent dédicacés, à des personnalités comme François Arago, Victor Considérant ou encore Godefroy Cavaignac frère du général Eugène Cavaignac. Son ouvrage est remarqué par George Sand et Chateaubriand qui lui adressent leurs félicitations. Les milieux ouvriers, notamment parisiens, constituent une cible privilégiée. L'ouvrage se vend bien et il a trois éditions en 1844.

Mais, au bout de quelques mois, Louis-Napoléon a d'autres préoccupations. Persuadé qu'il n'y a plus à court terme de perspectives politiques en France, il espère pouvoir partir en Amérique centrale où il a été contacté par les autorités de plusieurs États pour lancer la construction d'un canal interocéanique au Nicaragua autour duquel, dans le projet qu'il élabore maintenant, plusieurs dizaines de milliers de colons européens pourraient s'installer. Les mêmes préoccupations que lorsqu'il écrivait *Extinction du paupérisme* l'habitent donc toujours et il est possible que l'une des raisons de son évasion du fort de Ham le 25 mai 1846 ait été son intention de partir en Amérique pour réaliser ce projet. Il est de fait qu'une fois arrivé en Angleterre, il écrit une brochure, dès juillet 1846, intitulée *Le Canal de Nicaragua ou projet de jonction des océans Atlantique et Pacifique au moyen d'un canal*, qui devait lui servir pour intéresser des bailleurs de fonds. Naturellement, ce projet est abandonné à la nouvelle de la révolution du 24 février 1848. Dès le 28 février, Louis-Napoléon est à Paris mais le gouvernement provisoire lui enjoignant de regagner l'Angleterre, le 1^{er} mars il repart pour Londres. Il n'en reviendra que le 1^{er} septembre.

Mais, sur place, ses agents emmenés par Persigny, Vieillard et Laity prennent le relais en diffusant largement à Paris et dans les grandes villes les extraits les plus percutants de *l'Extinction du paupérisme*. Le texte apparaît alors en phase avec les idées humanitaires du moment (« l'esprit de 1848 ! ») et joue un rôle incontestable dans la popularité grandissante de Louis-Napoléon dans les milieux ouvriers tandis que, dans les régions rurales, le seul nom de Napoléon va lui ouvrir bien des cœurs. En juin 1848, en son absence, il est élu député dans quatre départements mais il démissionne aussitôt devant le tollé que ces succès provoquent dans les milieux républicains. Réélu en septembre, cette fois dans cinq départements, il accepte de siéger à l'Assemblée après que les députés aient levé l'obstacle de la loi concernant son inéligibilité en tant que Bonaparte. Trois mois plus tard, il est élu président de la République avec 75 % des suffrages : les ouvriers et les paysans ont massivement voté en sa faveur.

De la théorie à la pratique

Aussitôt élu, en décembre 1848, le nouveau président publie une proclamation au peuple français dans laquelle il déclare qu'il fera voter par l'Assemblée un décret « attribuant à la classe ouvrière toutes les terres incultes de France » après indemnisation des propriétaires. Un autre décret doit porter émission de bons territoriaux pour exploiter ces terres. Il s'agit tout simplement de l'application des idées de *l'Extinction du paupérisme*. Mais ces mesures nécessitent un vote favorable des députés dont la grande majorité lui est hostile. Il faut aussi que les ministres, qu'il a lui-même nommés, acceptent de soutenir le projet. Or le principal d'entre eux, Odilon Barrot, signifie sans ambages au prince-président qu'il n'est pas question pour eux d'appliquer un tel décret. Le prince-président tente alors de se rapprocher des républicains socialistes à travers un organisme créé pour cela et confié à son cousin Pierre Bonaparte : la *Ligue démocratique pour l'extinction du paupérisme* qui édite un journal, au titre significatif : *Le Socialisme napoléonien* ! Le journal publie la proclamation du prince-président, de larges extraits de *l'Extinction du paupérisme* et s'efforce de convaincre les démocrates socialistes que Louis-Napoléon est un socialiste à part entière. Mais l'opération échoue, les démocrates socialistes refusant tout contact avec le Napoléonide soupçonné de vouloir le rétablissement de l'Empire.

Cette fin de non recevoir a des conséquences importantes car on est à la veille des élections législatives du printemps 1849 et les bonapartistes encore peu organisés ont un besoin impérieux d'alliés. Le prince-président demande alors à ses partisans de rejoindre l'Union libérale, regroupement des conservateurs monarchistes. Ce revirement est si brutal qu'il désoriente ses partisans à commencer par son cousin le prince Napoléon. On connaît la suite : la victoire de l'Union libérale, au sein de laquelle les bonapartistes sont minoritaires, et la paralysie quasi-totale des projets de Louis-Napoléon et donc son conflit quasi permanent avec l'assemblée d'où le prince-président ne sort qu'avec le coup d'État du 2 décembre 1851. Désormais, Louis-Napoléon a les mains libres mais dans des conditions totalement imprévues en raison de la résistance armée inattendue des républicains dressés contre le 2 décembre et brutalement réprimée. Louis-Napoléon va donc devoir gouverner avec des conservateurs qu'il sait réticents à ses idées mais qui, voyant désormais en lui un rempart contre la révolution, n'ont pas d'autre choix que d'accepter des mesures que, dans d'autres circonstances, ils auraient vigoureusement repoussées.

Louis-Napoléon maintient pourtant le cap comme en témoigne son fameux discours saint-simonien de Bordeaux le 9 octobre 1852 : « Nous avons d'immenses territoires incultes à défricher, des routes à ouvrir, des ports à creuser, des rivières à rendre navigables, des canaux à terminer, notre réseau de chemin de fer à compléter. Nous avons, en face de Marseille, un vaste royaume à assimiler à la France. » Ce discours saint-simonien annonce une grande partie des réalisations du Second Empire dans le domaine économique et social.

En même temps, au vu et au su de tous, il ne cesse de faire rééditer tout au long des années *Extinction du paupérisme* et il crée une *Commission nationale pour l'extinction du paupérisme* qui comprend, fait sans précédent, des représentants de « différentes classes de travailleurs sans exclusion ! »

Il est vrai que l'on trouve peu de mesures sous le Second Empire qui s'inspirent de la « lettre » d'*Extinction du paupérisme* à l'exception des premiers essais de logement ouvrier, antérieurs d'ailleurs au 2 Décembre, et à l'exception de la mise en valeur des terres incultes dans les landes gasconnes, en Sologne, dans les Dombes etc. Il n'est pas question toutefois d'envoyer sur ces terres des ouvriers en chômage tout simplement parce qu'avec les grands travaux initiés par « les décrets du 2 décembre » (Louis Girard), il n'y a quasiment plus de chômage en France.

Mais c'est surtout l'esprit d'*Extinction du paupérisme* et sa volonté d'améliorer la condition ouvrière que l'on retrouve tout au long de l'empire dans les paroles de l'empereur (qui fait constamment référence, dans ses discours, aux ouvriers y compris dans ses discours annuels au corps législatif), dans ses actes symboliques (c'est le premier chef d'État à avoir décoré de la légion d'honneur des ouvriers et des femmes !) et dans ces grandes mesures économiques et sociales que sont les grands travaux, la création de banques nouvelles, la généralisation du télégraphe c'est-à-dire tout ce qui permet de faire circuler les marchandises, l'argent et les informations comme le réclamaient les saint-simoniens. Il en résulte rapidement le plein emploi et l'amélioration de la condition ouvrière. Le traité de libre échange avec l'Angleterre en 1860 doit aussi se lire comme une mesure devant faciliter la consommation des classes populaires.

Conforme aussi à l'esprit d'*Extinction du paupérisme* sont le développement des sociétés de secours mutuels (sous une forme toutefois qui n'est pas exactement celle que Louis-Napoléon aurait souhaité), les mesures prises contre la maladie, l'accident et la vieillesse, la loi de 1864 rendant la grève possible, la tolérance accordée aux syndicats, qui marque les débuts véritables du syndicalisme ouvrier en France, la loi de 1868 accordant le droit de réunion pour débattre des questions économiques, la suppression des articles du code pénal donnant priorité à la parole du patron sur celle de l'ouvrier, l'extension de l'enseignement laïque etc. Que certaines de ces mesures aient eu des effets négatifs et non prévus c'est l'évidence qu'il s'agisse du sentiment de frustration des classes populaires devant l'enrichissement ostentatoire des classes privilégiées (Voir *La Curée* de Zola) ou encore du rejet de la population ouvrière à la périphérie des grandes villes rénovées. Il reste que la connaissance d'*Extinction du paupérisme*, bel exemple d'écrit socialiste saint-simonien, aide à comprendre dans quel esprit s'est développée la politique économique, sociale et éducative du Second Empire qui a modernisé la France tout en améliorant la situation des classes populaires. On comprend pourquoi, en captivité à Wilhelmshöhe après le désastre de Sedan, Napoléon III ait pu déclarer, après avoir prophétisé que la question sociale allait prendre en Europe « une importance extrême » : « Qui donc sur les trônes d'Europe ou dans les conseils souverains s'est jamais occupé de l'ouvrier ? Moi seul et si je revenais au pouvoir, ce serait encore la question qui m'intéresserait le plus ! »

* Jean Sagnes, professeur émérite à l'université de Perpignan, a publié *Les racines du socialisme de Louis-Napoléon Bonaparte* (Privat) et *Napoléon III. Le parcours d'un saint-simonien* (Éditions Singulières).